



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 16 mai 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ARMBRUSTER Grandes Cultures - Ottmarsheim**

68 RUE DU LOGELBACH  
BP 45  
68000 Colmar

Références : 0006700533\_2025\_05\_09\_ARMBRUSTER\_AN2025\_Points-Chauds  
Code AIOT : 0006700533

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/05/2025 dans l'établissement ARMBRUSTER Grandes Cultures - Ottmarsheim implanté Rue du Jura 68490 Ottmarsheim. L'inspection a été annoncée le 10/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'Action Nationale 2025 "Travaux par points chauds". Cette action vise à prévenir les risques de feu et d'explosion dans les installations où ce risque est important.

La visite porte notamment sur les mesures de prévention mises en œuvre accompagnant les travaux, et en particulier dans le cadre de la délivrance des permis d'intervention.

### Référentiels utilisés:

- Arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation;
- Arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARMBRUSTER Grandes Cultures - Ottmarsheim
- Rue du Jura 68490 Ottmarsheim
- Code AIOT : 0006700533
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société ARMBRUSTER Grande Cultures exploite des silos de stockage de céréales sur la commune d'Ottmarsheim.

### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Travaux et points chauds

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Connaissance des risques et des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Maîtrise de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'a pas été constaté de non-conformité sur les points contrôlés.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Connaissance des risques et des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon

<p>accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il convient de préciser que dans le cadre de cette action, le présent contrôle n'a pas pour objet de vérifier ou remettre en question la pertinence des zones à risques définies et matérialisées par l'exploitant. L'inspection repose uniquement sur les caractéristiques propres au zonage établi par ce dernier.</p> <p>À cet effet, l'exploitant a transmis, par courriel en amont de l'inspection, le plan de zonage du site d'Ottmarsheim intitulé « Définition des zones de dangers » daté du 28 janvier 2024. Selon les dires de l'exploitant, aucune modification susceptible d'impacter les zones de dangers identifiées sur ce plan n'a été apportée depuis cette date.</p> <p>Durant le contrôle en salle, l'exploitant a précisé que ce document, matérialisant les zones à risques, a été élaboré en cohérence avec la dernière mise à jour de l'étude de dangers réalisée et transmise à l'Inspection en 2024, ainsi que dans le cadre de l'élaboration du Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) de la même année.</p> <p>Lors du contrôle sur site, l'Inspection s'est attachée à vérifier par échantillonnage, la cohérence des installations identifiées comme des zones présentant des risques incendie et des risques liés à l'atmosphère explosive (ATEX) sur le plan et la situation effective observée sur site, notamment les installations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'atelier de maintenance abritant notamment une station de distribution de carburant ainsi qu'un stockage de produits inflammables utilisés pour la maintenance du matériel (risque incendie),</li> <li>• le local "déchet_poussières" lié au système d'aspiration classé par l'exploitant en zone 22 (risque ATEX, présence rare),</li> <li>• l'étage 6 du "silo n°1" abritant les filtres dépoussiéreurs nommés "ASP1 et ASP2" (associés au système d'aspiration) dont l'intérieur de ces matériels est classé ATEX zone 22.</li> </ul> <p>Ce contrôle n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Maîtrise de l'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation et de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>[...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'obligation du « permis d'intervention » prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>• [...]</li> </ul> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p>

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- [...]

**Constats :**

Lors de l'inspection en salle, l'exploitant a indiqué que le poste d'accueil "client", situé à l'entrée du site, représente un point de passage obligatoire pour toute personne souhaitant accéder aux installations.

De manière similaire, l'exploitant a souligné que le poste d'accueil des chauffeurs (créé en fin d'année 2020 dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID-19 pour éviter tout risque sanitaire) attendant au poste d'accueil "client", constitue également un point de passage obligatoire pour l'ensemble des chauffeurs de véhicules poids lourds effectuant les livraisons de céréales.

Il a également été spécifié que tous les intervenants extérieurs doivent impérativement signer le registre de présence disponible à ces différents postes.

Lors de la visite sur le terrain, l'Inspection a pu constater que les deux postes d'accueil sont équipés d'un affichage regroupant un ensemble de consignes de sécurité établi par l'exploitant. Ces informations, relatives aux risques spécifiques aux installations, sont clairement visibles et permettent une sensibilisation efficace des personnels, tant internes qu'externes.

L'exhaustivité des consignes d'exploitation et de sécurité affichées, incluant notamment l'interdiction d'introduire toute source de flamme, l'interdiction de fumer, ainsi que l'obligation d'obtenir un permis de feu pour les interventions le nécessitant, n'appelle pas d'observation particulière de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Consignes de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Consignes de sécurité

**Prescription contrôlée :**

[...]La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones[...].

**Constats :**

Le contrôle sur site par échantillonnage, visant à vérifier le respect des prescriptions relatives à la signalisation aux entrées des zones à risques incendie et ATEX (en référence au plan de zonage transmis par l'exploitant), a permis à l'Inspection de constater les éléments suivants :

- Zone à risques incendie :
  - L'atelier de maintenance, abritant notamment une installation de distribution de GNR (gasoil non routier servant à l'alimentation des chargeuses) ainsi que le stockage de divers produits inflammables utilisés pour la maintenance des équipements, a été contrôlé. Il a été constaté que l'entrée de cette zone comporte bien le rappel de la nature du risque, l'interdiction de fumer et de vapoter, ainsi que l'interdiction d'apporter toute source de flamme.

- Zones à risques d'explosion :
  - Le local à déchets du système d'aspiration (équipement dédié à la collecte, au traitement et au confinement des poussières générées par les activités), classé en zone 22 (présence rare), a été contrôlé. Il a été constaté que l'entrée de cette zone comporte bien l'indication du risque d'explosion lié à la classification "zone 22", ainsi que l'affichage des consignes de sécurité associées à la prévention de ce risque, incluant notamment le rappel du risque, l'interdiction d'introduire toute source de flamme, l'interdiction de fumer et de vapoter, ainsi que l'obligation d'obtenir un permis de feu pour les interventions le nécessitant.
  - L'étage 6 du "silo n°1", abritant les filtres dépoussiéreurs nommés "ASP1 et ASP2" (associés au système d'aspiration), dont l'intérieur de ces matériels est classé ATEX zone 22, a également été contrôlé. Il a été constaté que l'entrée de cet étage comporte bien le rappel de la nature du risque ainsi que l'affichage des consignes de sécurité associées à la prévention de ce risque.

Ce contrôle n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Travaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Permis de feu

**Prescription contrôlée :**

Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion,[...]

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

**Constats :**

Lors du contrôle réalisé en salle, l'exploitant a précisé que, préalablement à toute intervention susceptible de générer des points chauds (qu'il s'agisse de travaux effectués par un prestataire ou d'opérations internes de maintenance), un permis de feu est systématiquement établi.

Afin de répondre aux dispositions de la prescription contrôlée, les trois derniers permis de feu émis par l'exploitant, datés respectivement du 24 octobre 2024, du 10 janvier 2025 et du 7 février 2025, ont été transmis à l'Inspection, chacun étant dûment signé par le responsable des installations ou son adjoint.

L'examen de ces documents a révélé qu'ils avaient été délivrés à une entreprise extérieure ainsi qu'au service de maintenance interne, en vue de la réalisation d'opérations susceptibles de provoquer des sources d'inflammation (notamment des travaux de soudage, perçage et meulage) dans des zones et sur des équipements classés à risque d'explosion (ATEX).

L'exploitant a indiqué qu'à la suite de la visite d'inspection effectuée sur le site ARMBRUSTER de Sundhoffen le 17 avril 2025 (dans le cadre de la même action dont la complétude du permis de feu a été contrôlée, et qui a conduit à des demandes d'actions correctives), un nouveau modèle de permis de feu intégrant les éléments de complétude recommandés par le guide de l'état de l'art relatif aux silos (dans sa version de 2008), a été mis en place à compter du 7 mai 2025.

Afin de justifier les éléments précédemment évoqués, l'exploitant a mis à disposition de l'Inspection un exemplaire de ce nouveau permis de feu, qui, suite à une analyse conjointe, n'appelle aucune remarque particulière.

**Type de suites proposées :** Sans suite